

DEPARTEMENT DU MAINE ET LOIRE

SYNDICAT D'EAU DE L'ANJOU

AVENANT N°10

AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DU TERRITOIRE DE L'EX-SIAEP DE LA RÉGION DE COUTURES

PROJET vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire n° 2020-043 DC du 11 juin 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND



Entre

Le Syndicat Eau de l'Anjou, représenté par son Président Monsieur Daniel FROGER, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Syndical en date du 13 décembre 2019, et désigné dans ce qui suit par « la Collectivité »,

La Communauté de Communes de Baugeois Vallée, représentée par son Président Monsieur Philippe CHALOPIN, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 et désigné dans ce qui suit par « CC Baugeois Vallée»,

La Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel MARCHAND dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du, et désigné dans ce qui suit par « CA Saumur Val de Loire»,

D'une part,

Et

Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par actions inscrite au registre du commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 025 526 dont le siège social est 21 rue de la Boétie – 75 008 PARIS, représentée par Monsieur Fabien BOUDAUD, Directeur du Territoire Anjou-Deux Sèvres, agissant au nom et pour le compte de la Société,

Ci-après dénommée « Le Déléataire »,

D'autre part

Il a été exposé ce qui suit :

Par un contrat en date du 20 Décembre 2006 ci-après désigné par « Contrat », l'ex-SIAEP de la Région de Coutures a délégué à Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, la gestion du service public d'eau potable pour une durée de 12 ans, à compter du 1^{er} Janvier 2007 ^{[1] [2] [3] [4] [5] [6] [7] [8] [9]}.

^[1] Par voie d'avenant, en date du 16 Avril 2007, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin de modifier la période de relève et les dates de facturation aux usagers, ainsi que modifier la formule d'actualisation des tarifs.

^[2] Par voie d'avenant, en date du 22 Juin 2009, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin d'intégrer la commune de Martigné-Briand et son patrimoine dans le périmètre du contrat, sans modification des conditions de rémunération.

^[3] Par voie d'avenant, en date du 16 Juillet 2010, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin d'intégrer la commune de Gennes-les-Rosiers et son patrimoine dans le périmètre du contrat, sans modification des conditions de rémunération.

^[4] Par voie d'avenant, en date du 28 Juin 2013, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin de prendre en compte la réhabilitation de l'usine de la Chesnaie, d'intégrer les nouveaux compteurs de sectorisation, d'actualiser le programme de renouvellement, de modifier les tarifs du délégataire et modifier les dispositions en cas de fuite après compteur.

^[5] Par voie d'avenant, en date du 1^{er} Juin 2016, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin de retirer l'usine de Saint-Eusèbe du périmètre contractuelle, d'adapter les modalités de recouvrement des factures avec la législation et de modifier les tarifs du délégataire.

^[6] Par voie d'avenant, en date du 12 Décembre 2017, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin d'intégrer les bornes de puisage dans le périmètre contractuel et de prolonger d'un an la durée du contrat, en portant l'échéance au 31 Décembre 2019.

^[7] Par voie d'avenant, en date du 17 Décembre 2018, les deux parties ont modifié les termes du contrat afin de modifier le régime de transfert de la TVA et l'auto-facturation.

^[8] Par voie d'avenant, en date du 16 Décembre 2019, les parties ont modifié les termes du contrat afin de modifier les parties prenantes du contrat suite à la dissolution du SIAEP de la Région de Coutures au 1^{er} Janvier 2018, auquel se substitue le Syndicat d'Eau de l'Anjou, la Communauté de Communes Baugeois Vallée, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Communauté Urbaine d'Angers Loire Métropole.

^[9] Par voie d'avenant, en en date du 24 Décembre 2019, les parties ont modifié les termes du contrat afin de retirer les communes de Loire Authion (Saint- Mathurin sur Loire) du périmètre contractuel, de prolonger d'un an la durée du contrat, en portant l'échéance au 31 Décembre 2020, et en intégrant la pose de compteurs par l'exploitant entre les différentes collectivités parties prenantes du contrat.

En préparation de l'échéance à venir du présent contrat, l'objet du présent avenant est de :

- o Organiser la fin du contrat de délégation et préparer le passage de relai avec le prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.
- o Assurer le suivi des indicateurs de performances de service dans le cadre d'une co-maîtrise d'ouvrage des contrats ;

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT :

1. MODIFICATION DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Article 1 – Renouvellement programmé

Le programme prévisionnel de renouvellement des équipements a été modifié par avenant à plusieurs reprises afin de prendre en compte les évolutions de périmètre du contrat et les évolutions du patrimoine exploité.

En 2019, la dotation pour le renouvellement avait été maintenue sans qu'un programme de renouvellement pour cette année ne soit établi. Cet avenant est donc l'occasion de définir un programme de renouvellement pour 2020 qui permet de rattraper l'année 2019.

De plus, le Délégué a procédé à l'automatisation des filtres de l'usine de production de Le Chesnaie afin d'améliorer les conditions d'exploitation et la qualité de l'eau produite, sans que cette opération ne soit programmée dans le cadre du contrat. Lors des négociations, la Collectivité a accepté que cette opération soit imputée au compte de renouvellement pour un montant de 25 000 €.

L'article 7.2.2.1 est modifié comme suit :

Le détail des sommes affectées par le Délégué au financement des dépenses mises à sa charge pour le renouvellement article est retracé dans un compte spécifique. Le bilan du renouvellement programmé depuis le début du contrat a été établi dans l'Annexe 7. Lors de l'établissement de l'avenant, 38 opérations programmées n'ont pas été réalisées pour un montant de 114 235 € ; la liste de ces opérations est l'Annexe 8.

Poste des dépenses	Montant
Montant des opérations restant à réaliser	114 235,00 €
Dotation 2019	45 108,00 €
Dotation 2020	45 108,00 €
Opérations programmées en 2020	- 112 300,00 €
Automatisation des filtres	- 25 000,00 €
Solde estimatif au 31/12/2020	67 151,00 €

Le tableau ci-dessus établit un bilan prévisionnel du compte de renouvellement à la fin du contrat. Les données pourront évoluer au cours de l'année 2020, et le solde estimatif n'est pas réputé établi.

Pour l'année 2020, le délégué procède obligatoirement au renouvellement des équipements conformément au plan de renouvellement en l'Annexe 5. La dotation de 45 108€ en valeur de base 2007 est reconduite pour l'année 2020, et sera actualisée conformément aux dispositions de l'article 8.5.

Avenir du solde

À la fin du contrat, les 3 Collectivités et le Délégué procèdent à un bilan des dépenses effectives justifiées de renouvellement du Délégué et des dotations actualisées constituées par le Délégué à cette fin engagées.

S'il s'avère que le solde est positif au dernier jour du contrat, le Délégataire doit reverser aux Collectivités cette somme dans un délai d'un mois après expiration du contrat, au prorata des volumes facturés moyen pour les trois dernières sur chacune des collectivités.

Si la valeur du solde au dernier jour du contrat est négative, le Délégataire gérant le service à ses risques et périls, ne peut pas réclamer son remboursement à la Collectivité, sauf résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 2 – Remplacement des compteurs

Le Délégataire a l'obligation de renouveler les compteurs afin d'assurer un âge maximal de ces derniers de 15 ans. Cette obligation est respectée par l'exploitant au 31/12/2018.

Cette obligation est financée par une dotation annuelle de 52 828€ en valeur de base 2007, soit le renouvellement de 1 124 compteurs par an. Au 31/12/2019, le solde du compte de renouvellement des compteurs est de 96 021€ en valeur de base, soit 2 043 compteurs non renouvelés.

Les trois collectivités, qui sont maîtres d'ouvrage au 1^{er} Janvier 2020, sont actuellement en cours de réflexion sur le futur niveau de service sur leurs territoires respectifs, ou en cours de procédure pour le futur mode de gestion, en conséquence chaque collectivité a des attentes différentes sur la gestion du solde de renouvellement des compteurs sur son territoire. Le contrat est donc modifié afin de prendre en compte les attentes de chacun pour l'année 2020.

L'article 6.7.1.3 est modifié comme suit :

La phrase suivante du premier paragraphe, quatrième alinéa :

- *Et, en toute hypothèse. lorsqu'ils sont âgées de plus de 15 années. Les compteurs âgés de plus de 15 ans à la date de prise d'effet du contrat sont remplacés par le délégataire dans un délai de 2 ans.*

Est remplacé par :

- **Et, en toute hypothèse lorsqu'ils sont âgées de plus de l'âge maximal fixé par chaque collectivité et communiqué par chacune à l'exploitant avant le 31/12/2019. A défaut, l'âge maximal est fixé à 15 ans.**

L'article 6.7.1.3 est complété comme suit :

L'obligation de renouvellement de 1 124 compteurs est maintenue pour l'exercice 2020 ; en conséquent la dotation de 52 828 € en valeur de base 2007 est maintenue et sera actualisée conformément à l'article 8.5.

La répartition du renouvellement des compteurs entre les trois maîtres d'ouvrages est la suivante :

Collectivité	Nombre de renouvellement restant au 31/12/2019	Nombre de renouvellement l'exercice 2020	Nombre total de renouvellement
CC Bugeois Vallée	132	73	205
Saumur Val de Loire	692	380	1 072
Syndicat d'Eau de l'Anjou	1 219	671	1 890
Total	2 043 u	1 124 u	3 167 u

Chaque Collectivité pourra utiliser le solde de compteurs qui lui est associé conformément à ses besoins et sans en référer aux deux autres collectivités. Comme pour l'âge maximal des compteurs, la Collectivité informera le Délégataire par écrit au plus tard fin Janvier 2020, de la méthode qu'elle souhaite que ce dernier mette en œuvre pour respecter ses obligations.

Le Délégataire tient un suivi du solde de chaque collectivité séparément.

Avenir du solde

À la fin du contrat, chacune des Collectivités et le Délégataire procèdent à un bilan des dépenses effectives justifiées de renouvellement de compteurs du Délégataire et des dotations actualisées constituées par le Délégataire à cette fin engagées.

S'il s'avère que le solde est positif au dernier jour du contrat, le Délégataire doit reverser à la Collectivité bénéficiaire du solde cette somme dans un délai d'un mois après expiration du contrat.

Si la valeur du solde au dernier jour du contrat est négative, le Délégataire gérant le service à ses risques et périls, ne peut pas réclamer son remboursement à la Collectivité bénéficiaire, sauf résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 3 – Renouvellement des branchements

Conformément aux clauses contractuelles, le délégataire a l'obligation d'assurer la maintenance des branchements dans le cadre de l'exploitation du service, mais n'a pas l'exclusivité sur les travaux de réalisation ou de renouvellement des branchements. Cependant, dans le cadre du contrat, le délégataire disposait chaque année d'une dotation permettant de financer les travaux de renouvellement de 8 branchements. Au 31/12/2019, le compte pour le renouvellement des branchements dispose d'un solde de 51 unités ; en prenant en compte la prolongation de la dotation pour le renouvellement des branchements en 2020, le nombre de renouvellement de branchements à réaliser en 2020 est porté à 59.

La répartition du solde des branchements, a été établie afin de tenir compte de la répartition du contrat et des obligations contractuelles entre les trois collectivités concernées.

L'article 7.5 est complété comme suit :

L'obligation de renouvellement de 8 branchements est maintenue pour l'exercice 2020 ; en conséquent la dotation de 12 000 € en valeur de base 2007 est maintenue et sera actualisée conformément à l'article 8.5.

La répartition du renouvellement des branchements entre les trois maîtres d'ouvrages est la suivante :

Collectivité	Nombre de renouvellement restant au 31/12/2019	Nombre de renouvellement pour l'exercice 2020	Nombre total de renouvellement
CC Bugeois Vallée	3	1	4
Saumur Val de Loire	17	3	20
Syndicat d'Eau de l'Anjou	30	5	35
Total	51	8	59

Chaque Collectivité pourra utiliser le solde de branchements qui lui est associé conformément à ses besoins et sans en référer aux deux autres collectivités. Le Délégataire tient un suivi du solde de chaque collectivité séparément.

Avenir du solde

À la fin du contrat, chacune des Collectivités et le Délégataire procèdent à un bilan des dépenses effectives justifiées de renouvellement de branchements du Délégataire et des dotations actualisées constituées par le Délégataire à cette fin engagées.

S'il s'avère que le solde est positif au dernier jour du contrat, le Délégataire doit reverser à la Collectivité bénéficiaire du solde cette somme dans un délai d'un mois après expiration du contrat.

Si la valeur du solde au dernier jour du contrat est négative, le Délégataire gérant le service à ses risques et périls, ne peut pas réclamer son remboursement à la Collectivité bénéficiaire, sauf résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 4 – Vente d'eau

Suite au retrait d'Angers Loire Métropole (ALM) du périmètre de la délégation (Avenant N°9), il convient de préciser les modalités de facturation des ventes d'eau en gros entre le Délégataire et ALM. Ces modalités concernent les volumes d'eau échangés au point de vente du SEA vers ALM dit de « St-Remy-la Varenne. » et au point d'achat de CCBV depuis ALM dit de « la Ménitré – Les Vendelières »

L'article 4.2.2 est complété comme suit :

Le projet de convention de vente d'eau vers Angers Loire Métropole est annexé au présent contrat.

Conformément à la Convention, le délégataire s'engage à facturer exclusivement les frais d'exploitation réels engendrés par l'exploitation de l'usine de la Chesnaie et par l'exploitation nécessaire à l'approvisionnement de la commune de la Ménitré. En conséquent le tarif de vente d'eau en gros à ALM, est le suivant, selon le calcul détaillé en Annexe 6 :

PART PROPORTIONNELLE : prix en euros par mètre cube comptabilisé vendu à ALM	0,402 € HT, en valeur au 1 ^{er} Janvier 2020
--	--

Pour l'année 2020, l'assiette de facturation facturé à ALM correspond aux volumes vendus au point de vente de « St Remy la Varenne » retranché des volumes achetés au point d'achat de « la Ménitré – Les Vendelières ».

Article 5 – Fin de l'affermage – fait générateur

Au titre de l'alinéa 3 de l'article L. 5211-25-1 du CGCT, la résiliation ou la modification du contrat ne sera possible qu'après accord unanime de tous les anciens membres du Syndicat, mais chacun pris séparément n'aurait pas le pouvoir d'engager seul l'ensemble des autres autorités concédantes.

2. INDICATEURS DE PERFORMANCES DE SERVICE DANS LE CADRE D'UNE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE DES CONTRATS

Article 6 : Compte-rendu technique

En début d'article, est ajoutée la mention suivante :

A compter du 1^{er} janvier 2020 et ce, jusqu'à l'échéance du contrat, le Concessionnaire fournira l'ensemble des indicateurs mentionnés dans le tableau joint en annexe n°3. Ce même tableau précise les indicateurs qui seront différenciés selon les secteurs mentionnés en annexe 1. Un premier relevé de certains de ces indicateurs couvrant l'exercice 2019 sera transmis à la Collectivité avant le 31 janvier 2020.

Le format privilégié pour la transmission de données est un tableur modifiable.

Ces indicateurs seront également consolidés à l'échelle du périmètre de délégation et seront repris dans le Rapport Annuel du Déléataire , à remettre avant le 1er Mai des années 2020 et 2021.

3. PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT

Ce présent protocole trouve son fondement juridique :

- dans l'exigence de continuité de service public affirmé par le Conseil Constitutionnel (décision n° 79-105 DC du 25 juillet 1979),
- dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment dans l'article L.2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires à l'échéance des conventions de délégation de service public d'eau potable et d'assainissement,
- dans la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail,
- dans les principes de la commande publique, en matière de délégation de service public, qui imposent l'égalité des candidats, et notamment l'égalité d'information entre le Concessionnaire sortant qui serait par hypothèse candidat et les autres candidats,
- dans les dispositions contractuelles en vigueur entre les Parties.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin de contrat telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en terme de :

- responsabilités ;
- calendrier ;
- livrables ;
- prises en charge financière et humaine ;
- contrôle a posteriori par la CC Baugeois Vallée, la CA Saumur Val de Loire et le SEA.

Article 1. Dispositions initiales relatives à la fin du Contrat

Les dispositions des Articles 15.2 à 15.4 du contrat relatives aux modalités de son achèvement sont abrogées et remplacées par les dispositions prévues par les articles 1 à 11 ci-après.

Article 2. Statut des biens de la délégation (patrimoine)

Conformément aux règles générales concernant les biens affectés à une délégation de service public, il est nécessaire de distinguer :

- *les biens de retour*, c'est à dire les biens indispensables à l'exécution de la prestation de service public qui sont réputés appartenir aux Collectivités dès le début de la délégation, qu'ils aient été financés par elle-même ou par le Concessionnaire et qui doivent faire retour gratuitement aux Collectivités en fin de délégation, sauf pour la partie des biens de retour qui ne serait pas totalement amortie et pour laquelle le Concessionnaire aurait droit à une indemnité couvrant la valeur non amortie desdits biens,
- *les biens de reprise*, qui, financés par le Concessionnaire, lui appartiennent jusqu'à la fin de la délégation, mais qui, étant utiles à la fourniture de la prestation de service, peuvent être rachetés par les collectivités si elles font valoir son droit de reprise,
- enfin, *les biens propres du Concessionnaire*, qui ne ressortent d'aucune des deux catégories précédentes et qui restent propriété du Concessionnaire, sauf convention spéciale par laquelle le Concessionnaire accepte de les vendre aux Collectivités.

La liste actualisée au 01 mars 2019 des biens de retour et des biens de reprise figure dans l'inventaire technique détaillé qui est annexé au présent protocole (Annexe 2). Pour chacun des biens de reprise sera proposé, dans une rubrique spécifique, la collectivité destinataire du bien. La clé de répartition sera géographique. Pour les biens meubles ayant une portée globale, la mention « commun » sera utilisée et fera l'objet d'un arbitrage postérieur par les Collectivités.

Les biens propres sont ceux qui ne figurent dans aucune des deux listes.

Article 1.1 Biens de retour

Les biens de retour mentionnés à l'Annexe 2 sont constitués de l'ensemble des installations faisant partie intégrante du service. Ils sont considérés comme appartenant aux Collectivités depuis leur mise en service et mis à la disposition du Concessionnaire pendant l'exploitation.

Il s'agit des biens suivants :

- Les forages et captages, les stations de pompages, les installations de traitements, les réservoirs, les postes de reprise et leurs ouvrages annexes, ainsi que tous les éléments les constituant,
- L'ensemble des matériels informatiques fixes et automatismes (SOFREL, ADSL...) à l'exception des équipements identifiés dans la liste des biens de reprise,
- Les conduites d'adduction et de distribution dévolues à la desserte locale en eau potable,
- Les accessoires de réseaux (vannes, clapets, régulateurs de pression, équipements de mesures permanentes ...),
- Les branchements pour leur partie publique,
- L'ensemble des compteurs des abonnés.

Le Concessionnaire s'engage à remettre aux Collectivités les biens de retour en bon état de fonctionnement. La remise des biens est encadrée par l'article 9 du présent protocole de fin de contrat.

Article 1.2 Biens de reprise

Les biens de reprise sont constitués par les biens, propriété du Concessionnaire, affectés exclusivement et durablement à ce seul service.

Il s'agit des biens suivants :

- Les matériels informatiques fixes (bureautiques fixes), les agencements et les mobiliers des installations du service,
- Les stocks de réactifs et de fournitures nécessaires à la continuité du service sur le premier mois suivants la fin du présent Contrat, selon les modalités prévues à l'article 4 du présent protocole de fin de contrat ;
- Les véhicules affectés au service.

Les biens de reprise, dès lors qu'ils sont encore en service et disponibles à la date de fin du Contrat, figurent dans l'inventaire technique actualisé remis le 30 juin 2020. Cet inventaire présente la valeur à neuf, ainsi que la valeur résiduelle de chaque bien au 31 décembre 2019.

A cette liste s'ajoutent tous les biens acquis entre le 1^{er} janvier 2020 et l'échéance du Contrat.

Ces biens sont susceptibles de faire l'objet d'un rachat par le SEA, si ce dernier en fait formellement la demande. Le SEA fera part de ses souhaits avant le 1^{er} octobre 2020.

Au terme du présent Contrat de délégation de service public, ces biens pourront faire l'objet d'un rachat par le SEA selon leur valeur nette comptable ou valeur établie à l'échéance du contrat. Néanmoins figure dans l'inventaire du 30 juin 2020, à titre d'information la valeur nette comptable de chaque bien de reprise calculée au 31 décembre 2019.

En cas de désaccord entre le SEA et le Concessionnaire sur l'établissement de la liste prévue à l'Annexe 2 ou sur la valeur des biens de reprise, la commission prévue à l'article 11 du présent protocole de fin de contrat se réunira comme il est dit à cet article.

En cas de difficulté il sera procédé comme prévu à l'article 11 du présent protocole de fin de contrat, mais le SEA pourra disposer, temporairement le temps de régler le litige, des biens de reprise en cause, sans délai afin d'assurer la continuité du service.

Article 1.3 Biens propres

Les biens non mentionnés dans l'inventaire remis le 30 juin 2020 sont considérés comme appartenant au Concessionnaire.

Les biens propres sont les biens qui ne sont pas exclusivement et durablement imputés à un seul service, mais partagés entre plusieurs services.

Tous les biens affectés à un centre de responsabilité constituant une fonction support sont considérés comme des biens propres.

Les biens propres du Concessionnaire sont notamment les suivants :

- Les matériels et outillages mutualisés,
- Le matériel informatique mobile et non affecté au service,
- Les locaux dont le Concessionnaire est propriétaire, leurs agencements et mobiliers,
- Les brevets, marques et licences,
- Les serveurs informatiques communs aux différentes directions du Concessionnaire, les logiciels et applications numérisées.

Article 2. Conditions de reprise des données techniques et administratives

La continuité du service public exige que les 3 collectivités soient rendus destinataire de l'ensemble des informations techniques et administratives du Concessionnaire concernant la gestion et l'exploitation du service public d'eau potable.

Il s'agit de s'assurer que la reprise du service par le nouvel exploitant se passe sans difficultés particulières, de façon à permettre une parfaite continuité du service notamment aux plans techniques, du service à l'usager, de la relève, de la facturation et du recouvrement.

Ces informations sont des bases de données informatiques et des documents, dont le détail est décrit ci-dessous.

Au même titre que les biens de la délégation, une attention particulière sera portée par le Concessionnaire afin de ventiler les données techniques et administratives entre les Collectivités. Chaque base de données produite et transmise aux collectivités sera dotée d'une rubrique caractérisant la collectivité concernée. La clé de répartition sera géographique. Pour les informations ayant une portée globale, la mention « commun » sera utilisée.

Article 2.1 Bases de données informatiques à transmettre :

Les bases de données informatiques et les documents à transmettre aux Collectivités avant le 15 Juin 2020 sont :

- Les bases de données du système d'information géographique (SIG) renseignées sous format Shapefile :
 - mention du matériau et diamètre des canalisations, date de pose,
 - localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie...);
 - localisation des réparations sur les canalisations.
- L'Inventaire à jour des ouvrages et des équipements (stockage, surpression, stabilisateurs de pression, compteurs....) : fichier informatique (Excel) précisant les caractéristiques techniques, année de mise en service, durée de vie théorique, par équipement et par site,
- Le schéma d'architecture du système de télégestion, ainsi que les paramètres d'accès ;
- La liste complète des contrôles réglementaires exécutés (électriques, levage, mesure, ...) : intitulé de l'installation, lieu d'installation, date du dernier contrôle effectué, principales remarques formulées ;
- Le fichier des abonnés « comprenant les données « abonné », l'historique des consommations par abonnement sur les 3 derniers exercices, la liaison abonnés/compteurs, les références compteurs et leur année de pose.
- Le règlement de service amendé en fonction

L'état définitif des données informatiques sera remis aux Collectivités et au futur exploitant au 31 décembre 2020.

La description de ces formats ainsi que le détail des données qui seront transmises figurent en Annexe 3.

Article 2.2 Autres données à transmettre :

En plus des données de l'article 2.01, le Concessionnaire devra transmettre les données suivantes :

- **Données techniques :**

- Les schémas à jour disponibles des installations électriques et des notices techniques des constructeurs et fournisseurs, pour toutes les installations électriques et électromécaniques du service (pompes, surpresseurs, compteurs de sectorisation...) ;
- Les dates des derniers nettoyages de réservoirs effectués ;
- Les analyses d'eau effectuées par l'ARS sur le dernier exercice ;
- Les données relatives à l'autocontrôle du service d'eau potable sur le dernier exercice.
- **Données administratives :**
 - La liste des abonnés dont le paiement de la facture est mensualisé ou ayant sollicité un prélèvement automatique permanent.
 - Les conventions spéciales (gros consommateurs) disponibles.
 - L'historique de relations clientèle (dégrèvement, échanges de courrier,...)

Le contenu et les modalités de transmission du fichier des abonnés seront déterminés dans le respect des dispositions prévues par l'article L.2224-11-4 du CGCT et notamment du décret en conseil d'Etat n° 2011-1907 du 20 décembre 2011, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, qui fixe les modalités applicables à la transmission par le Concessionnaire au délégant des supports techniques nécessaires pour la facturation de l'eau.

Ces bases de données seront produites sous des formats normalisés permettant leur exploitation dans un système compatible avec ceux utilisés par les services informatiques respectifs des Collectivités.

Un état intermédiaire des données techniques et administratives sera remis aux Collectivités trois mois avant le terme du Contrat.

L'état définitif des données informatiques sera remis aux Collectivités et au futur exploitant au 31 décembre 2020.

La description de ces formats ainsi que le détail des données qui seront transmises figurent en Annexe 3.

Concernant les demandes de branchements, compteurs et individualisation en cours et non encore abouties, le Concessionnaire et les 3 collectivités se mettront d'accord pour la suite à donner à ces instructions de dossiers. Le Concessionnaire fournira aux Collectivités pour chaque dossier :

- La localisation,
- Le nombre d'abonnés concernés,
- Le niveau de consommation concerné,
- La date du dépôt de la demande,
- L'état d'avancement.

Article 3. Communication des conventions et contrats indispensables à la continuité du service

Le Concessionnaire communiquera aux Collectivités dans les trois mois précédant le terme du Contrat tous les conventions et contrats passés avec des usagers, avec d'autres collectivités ou avec des tiers et notamment :

- les conventions particulières d'achat et de vente d'eau en gros,
- tous les contrats avec les tiers concernant le fonctionnement du service public (électricité, abonnements en télécommunication, approvisionnement en eau).

Pour le cas où de nouvelles conventions seraient signées avant le terme du Contrat, ces conventions seront immédiatement communiquées aux Collectivités.

Sous réserve des stipulations de l'article 9, le Concessionnaire fera son affaire des contrats ou conventions dont la validité se prolongerait au-delà du 31 décembre 2020.

Article 4 : Reprise des réactifs et fournitures en stock

Le Concessionnaire réalisera un état détaillé des stocks un mois avant la fin du Contrat.

Pour assurer la continuité de l'exploitation en fin de Contrat, le Concessionnaire s'engage également à laisser à la disposition aux collectivités un stock de réactifs et de fournitures permettant le fonctionnement normal du service pendant une durée d'un mois.

Article 5 : Compteurs

Le parc de compteurs est propriété des collectivités. Le Concessionnaire fournit à la fin du contrat le nombre de compteurs en service, le nombre de compteurs total, la pyramide des âges du parc de compteurs et liste des compteurs de plus de 15 ans, en distinguant les compteurs en service et les compteurs hors service.

Les compteurs sont un bien de retour et le Concessionnaire s'engage à les remettre aux Collectivités en bon état de fonctionnement. La remise des biens est encadrée par l'article 9 du présent avenant.

Article 6 : Personnel affecté au Contrat

Article 6.1 : Situation actuelle

Au 31 décembre 2018, le Concessionnaire déclare que 32 agents représentant 6,08 équivalents temps plein (périmètre SEA - Ex SIAEP de Coutures) sont directement affectés à la délégation de service public de l'eau potable représentant une masse salariale de 1 967 992 euros (charges sociales et charges annexes comprises).

La répartition des équivalents temps plein par fonction sont présentées en Annexe 4.

Le Concessionnaire confirme que la CCBV ou son nouvel exploitant n'auront pas à reprendre de personnel et ne sont donc pas concernés par le présent article 6.

Article 6.2 : Reprise du personnel affecté au contrat

D'une manière générale la reprise du personnel affecté au contrat sera régie par :

1/ Dans le cas du transfert d'entité économique autonome par les dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail sur le transfert des contrats de travail qui s'applique aux délégations de service public.

2/ Par les dispositions conventionnelles (convention nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000) entre les différents opérateurs qui rendent le transfert de personnel obligatoire, dans le cas où les deux opérateurs y adhèrent.

3/ Les dispositions prévues par les Collectivités lors de la dissolution du SIAEP de la Région de Coutures, et celles survenues après et qui ont fait l'objet d'un accord entre les Collectivités, en particulier sur l'affectation du personnel issu de la reprise de la régie de Gennes-les-Rosiers.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas prendre, dans la période qui précède l'expiration du Contrat, de décision ou ensemble de décisions qui soient de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, sans l'accord préalable formalisé des Collectivités et sous réserve d'évènements imprévisibles et indépendants de sa volonté.

Il en va en particulier ainsi de toute décision ou ensemble de décisions susceptibles d'augmenter, hors augmentation conventionnelle :

- de plus de cinq (5) % par an le personnel (exprimé en ETP) affecté à la délégation,
- de plus de cinq (5) % par an la masse salariale affectée à la délégation.

Article 6.3 : Transmission des éléments détaillés

Si tout ou partie des Collectivités font le choix d'un retour en régie, le Concessionnaire communiquera à ces Collectivités les éléments qui suivent avant le 1^{er} août 2020 :

- la liste nominative des agents susceptibles d'être transférés, dans le respect des conditions fixées dans le présent article, dont la liste des agents en détachement ;
- pour tous les agents de cette liste :
 - o le détail de la rémunération des salariés susceptibles d'être transférés, ainsi que les éléments relatifs à leur régime social (cotisations, convention collective et accord d'entreprise applicables, avantages sociaux),
 - o le montant détaillé des compléments de rémunération attribués au cours des trois dernières années : prime de productivité, participation, intéressement,
 - o les coordonnées du médecin du travail détenteur des dossiers médicaux,
 - o les coordonnées du (des) service (s) compétent (s) pour toute question ultérieure du transfert et relative à la situation professionnelle du personnel,
 - o les fiches de postes au 1^{er} janvier 2020,
 - o l'état des habilitations : nature, date d'obtention, durée de validité, ...
 - o l'intitulé et la durée des formations professionnelles suivies au cours des trois dernières années.

Dans le cas contraire, le Concessionnaire sortant communiquera au Concessionnaire entrant, le cas échéant, les éléments qui suivent avant le 1^{er} novembre 2020 :

- la liste nominative des agents susceptibles d'être transférés, dans le respect des conditions fixées dans le présent article, dont la liste des agents en détachement ;
- pour tous les agents de cette liste :
 - o le détail de la rémunération des salariés susceptibles d'être transférés, ainsi que les éléments relatifs à leur régime social (cotisations, convention collective et accord d'entreprise applicables, avantages sociaux),
 - o le montant détaillé des compléments de rémunération attribués au cours des trois dernières années : prime de productivité, participation, intéressement,
 - o les coordonnées du médecin du travail détenteur des dossiers médicaux,
 - o les coordonnées du (des) service (s) compétent (s) pour toute question ultérieure du transfert et relative à la situation professionnelle du personnel,
 - o les fiches de postes au 31 octobre 2020,
 - o l'état des habilitations : nature, date d'obtention, durée de validité, ...
 - o l'intitulé et la durée des formations professionnelles suivies au cours des trois dernières années.

Le Concessionnaire informe les Collectivités de la date de transmission de ces éléments et de leur nature.

Au cours des 12 derniers mois du contrat, le Concessionnaire informera les Collectivités de toute nouvelle embauche ou transfert de personnel impactant la liste des agents susceptibles d'être transférés. Cette information sera effectuée dans un délai de 15 jours préalablement à la modification d'affectation et s'accompagnera des justifications permettant de garantir une équivalence de qualification et d'expérience.

Les éléments détaillés concernant la situation des agents faisant l'objet d'une nouvelle affectation seront transmis par le Concessionnaire dans un délai de 15 jours à compter de la notification d'affectation, aux Collectivités.

Au cours des 6 derniers mois du contrat, le SEA s'engage à ne pas s'adresser au personnel du Concessionnaire sans préalablement avoir convenu du calendrier d'interventions. Le cas échéant, les rencontres collectives et individuelles sont organisées conjointement.

Article 7 : Facturation de fin de Contrat

Article 7.1 : Relève des compteurs

En vue de la sortie de contrat, le Concessionnaire effectuera une dernière relève de la totalité des compteurs entre les mois d'octobre et première semaine de décembre 2020. Cette relève pourra se faire de façon contradictoire avec les 3 collectivités, qui pourront être accompagnées de leur nouvel exploitant le cas échéant. Pour ce faire, le

Concessionnaire communiquera aux Collectivités les dates de déroulement des campagnes de relevés avant le 1^{er} septembre 2020. Chaque Collectivité pourra alors s'opposer à cette relève supplémentaire pour son territoire respectif, et en informera le Délégué avant le 1^{er} Octobre 2020.

Cette relève supplémentaire sera facturée à chacune des Collectivités par l'exploitant conformément au nombre de compteurs sur le territoire de chacune et au coût de relève ci-dessous :

- Relève supplémentaire : 1,89 €/compteur, ce tarif ne fera pas l'objet d'actualisation.

Les abonnés à forte consommation et représentant les gros comptes, sans qu'il ait besoin de les lister, feront quant à eux l'objet d'une relève réelle et sincère au 31 décembre 2020, soit le dernier jour d'exploitation.

Article 7.2 : Dernière facture adressée aux abonnés

Sur la base du dernier relevé, le Concessionnaire procédera à la dernière facturation auprès des abonnés du service.

Pour chaque abonné du SEA, cette dernière facture comprendra :

- la consommation constatée entre les deux dernières relèves,
- la redevance d'abonnement de la première période de l'année 2021,
- l'estimation de la consommation d'eau potable entre la date du dernier relevé de compteurs de 2020 et l'échéance du contrat (31/12/2020). Pour chaque abonné, cette estimation se fera par référence à sa consommation annuelle constatée en 2020 ramenée sur 365, au prorata du nombre de jours écoulés entre la date de son dernier relevé de compteur et le 31/12/2020.

Pour chaque abonné de la CCBV et de Saumur Agglomération, cette dernière facture comprendra :

- la consommation constatée entre les deux dernières relèves,
- l'estimation de la consommation d'eau potable entre la date du dernier relevé de compteurs de 2020 et l'échéance du contrat (31/12/2020). Pour chaque abonné, cette estimation se fera par référence à sa consommation annuelle constatée en 2020 ramenée sur 365, au prorata du nombre de jours écoulés entre la date de son dernier relevé de compteur et le 31/12/2020.

Le Concessionnaire informera les usagers de ces modalités : la facture et son courrier d'accompagnement seront soumis à l'approbation des Collectivités avant le 15 novembre 2020.

Le fichier des abonnés communiqué par le Concessionnaire à chaque Collectivité, tel que prévu à l'**article 2.02.**, devra faire apparaître le relevé des compteurs des abonnés, pour les trois dernières relèves, ainsi que le volume estimé pour la période courant entre la dernière relève et le 01 janvier 2021, et les données ayant permis d'établir le volume estimé (nombre de jours, moyenne journalière de référence, données brutes ayant permis d'établir la moyenne journalière).

Article 7.3 : Encaissement

Le Concessionnaire sera responsable de l'encaissement de ces factures et du reversement aux Collectivités de la part correspondant à la surtaxe pendant une durée de dix-huit mois à compter de l'échéance du Contrat. Au-delà de ce délai, chaque collectivité fera son affaire des sommes non recouvrées auprès des abonnés.

Pour ce faire, le Concessionnaire remettra aux Collectivités le détail des sommes non-recouvrées et l'ensemble des éléments associés (identité des redevables, montant dû, démarches déjà entreprises pour obtenir le recouvrement, etc.), et ce, pour lui permettre d'entreprendre elle-même les démarches visant à obtenir le recouvrement des sommes restant dues pour la part qui la concerne.

Article 7.4 : Reversements

Au terme de l'actuel contrat d'affermage, le Concessionnaire demeurera redevable vis-à-vis des Collectivités :

- du reversement du solde de la surtaxe ;
- des soldes des programmes prévisionnels de renouvellement des équipements, des branchements et de compteurs le cas échéant.

Auprès du nouvel exploitant du SEA :

- du reversement de la redevance d'abonnement de la première période de l'année 2021.

Article 8 : Mise en œuvre du protocole

Dans le cadre du présent protocole de fin de Contrat, les Parties se proposent de mettre en place des réunions de suivi, au minimum selon les fréquences suivantes à partir du 1^{er} avril 2020 :

- Réunion trimestrielle : aspects techniques et qualité des conditions d'exécution de la délégation,
- Réunion semestrielle : aspects financiers.

Ces réunions donneront lieu à une revue de l'avancement de la mise en œuvre des obligations des parties découlant du protocole.

Article 9 : Transfert de l'exploitation du service

Les Collectivités auront la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre, pendant les six derniers mois de la délégation, toutes mesures utiles pour assurer la continuité du service en fin de délégation, en réduisant la gêne qui en résultera pour le Concessionnaire et, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires pour effectuer le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation.

Ceci devra se faire en accord avec le Concessionnaire, et l'ensemble des Collectivités parties prenantes du contrat pour tenir compte de ses responsabilités jusqu'au dernier jour de son Contrat.

Au moment qu'elle jugera opportun, chacune des Collectivités se rapprochera du Concessionnaire pour organiser le transfert de l'exploitation du service et notamment le transfert des principales consignes et modes opératoires à suivre pour assurer le fonctionnement sécurisé des ouvrages, équipements et installations du service.

Au cas où des circonstances imprévues apparaîtraient dans les heures précédant l'échéance contractuelle, qui pourraient affecter la continuité du service, les Collectivités peuvent demander au Concessionnaire, de poursuivre momentanément quelques-unes des missions du service nécessaires pour assurer la continuité du service. Le Concessionnaire ne peut se soustraire à cette demande. Les Collectivités remboursent alors ensuite le Concessionnaire des frais complémentaires engagés au-delà de la date et de l'heure d'échéance du contrat, soit le 31 décembre 2020 à 23h59.

Pour les conventions avec les tiers, indispensables à la continuité du service, les Collectivités se trouvent subrogées dans les droits et obligations du Concessionnaire à la date d'expiration du Contrat. Selon la nature et les termes de la convention, une ou plusieurs collectivités se trouveront subroger dans les droits et obligations.

Article 9.1 : Remise en état des ouvrages

Préalablement à l'échéance du contrat, le délégataire assurera le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service ainsi que l'évacuation de tous objets inutilisables et apportés par lui.

Un calendrier de visite des installations est convenu entre les parties avant le 1^{er} septembre 2020, pour être exécuté avant le 31 décembre 2020, afin de s'assurer de la remise des ouvrages conformément au contrat et au présent avenant.

A l'occasion de ces visites seront notamment examinés :

- Contrôle de l'état de propreté des ouvrages, équipements et installations du service,
- Contrôle de l'état de marche des équipements, recensement des équipements défectueux et des alarmes signalant un défaut,
- Constat des renouvellements opérés au cours des 6 derniers mois,
- Pointage des biens de reprise selon liste communiquée,
- Contrôle de l'évacuation de tous objets inutilisables tels que déchets, récipients vides, ...

- Mesure du stock de réactifs disponible (présence de l'équivalent d'un mois de consommation),
- Pointage des équipements en stock pour secours sur site,
- Les informations relatives aux sites d'exploitation (relevés mensuels Etc.)

La Collectivité dressera le procès-verbal de ces contrôles et le transmet au Concessionnaire dans un délai de 5 jours à compter de la visite. Le Concessionnaire dispose d'un délai de 5 jours pour faire part de ses remarques et contresigné le document.

Article 9.2 : Transfert opérationnel

A l'occasion de la dernière journée du contrat, il est procédé le cas échéant, en présence des Collectivités :

- à la remise des clés des installations au nouvel exploitant,
- au report effectif de la remontée des données de télésurveillance vers les installations du nouvel exploitant.

En cas de désaccord entre les Collectivités et le Concessionnaire sur cette remise en état, la Commission prévue à l'article 11 sera réunie et procédera comme il est dit dans cet article.

Article 10 : Règlement des litiges

Si un différend survient entre les Parties dans le cadre de l'exécution du Protocole et que ce différend n'a pas été réglé dans un délai de **trente (30) jours** calendaires à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura officiellement saisi son cocontractant dudit différend, il sera fait appel à une Commission de conciliation.

La Commission de conciliation sera composée des présidents des trois collectivités et/ou de leurs représentants et et de deux membres du Concessionnaire.

La Commission, une fois constituée, disposera d'un délai de **trente (30) jours** calendaires pour entendre les Parties, requérir auprès d'elles toutes informations pertinentes et leur proposer une solution de règlement amiable de leur différend.

En cas d'impossibilité de dégager une solution consensuelle, la Partie la plus diligente sollicitera du Président du Tribunal administratif de Nantes la désignation d'un expert chargé d'établir des propositions (évaluation des travaux de remise en état des biens de retour, validation et valorisation de chacun des biens de reprise...).

Les Parties reprendront contact sur la base des évaluations de l'expert, et en cas de désaccord, la Partie la plus diligente soumettra le litige au Tribunal administratif de Nantes, territorialement compétente.

Fait trois exemplaires,

Pour le Syndicat d'Eau de l'Anjou
Le Président

Pour Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux
Le Directeur du Territoire Anjou-Deux Sèvres,

Daniel FROGER

Fabien BOUDAUD

Pour Baugeois Vallée (CC)
Le Président

Pour Saumur Val de Loire (CA)
Le Président

Philippe CHALOPIN

Jean-Michel MARCHAND

4. LISTE DES ANNEXES

Coût de production.....27

Coût résiduel de transport.....27

Coût marginal de vente en gros.....27

Annexe 1. LISTE DES COMMUNES PAR MAÎTRES D’OUVRAGE

Secteur Syndicat d’Eau de l’Anjou

Bellevigne-en-Layon
Blaison-Saint-Sulpice
Brissac-Loire-Aubance
Les Garennes-sur-Loire
Terranjou

**Secteur Communauté de Communes de Baugeois
Vallée**

La Ménitrée
Mazé Milon (écarts)

**Secteur Communauté d’Agglomération Saumur
Val de Loire**

Doué-en-Anjou
Saumur (écarts)
Tuffalun
Gennes – Val de Loire

ANNEXE 2. INVENTAIRE TECHNIQUE DÉTAILLÉ

ANNEXE 3. DESCRIPTIF DU FORMAT DES BASES DE DONNÉES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES REMISES EN FIN DE CONTRAT

ANNEXE 4. PERSONNEL AFFECTÉ AU CONTRAT

ANNEXE 5. PLAN PRÉVISIONNEL DE
RENOUVELLEMENT POUR L'ANNÉE 2020

Ouvrage	Sous-ouvrage	Opération de renouvellement programmée en 2020	Montant du renouvellement programmé en 2020
Champ captant et Puit n°3 Chauvigné		Hydraulique	14 000 €
Champ captant et Puit n°4 Chauvigné		Compresseur - Atlas Copco	1 000 €
Champ captant et Puit n°4 Chauvigné		Compresseur - Moteur	1 000 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2	Variateur de fréquence pompe de lavage	5 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2	Variateur de fréquence pompe de chaux	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Automate	10 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Démarrreur P2	3 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Démarrreur P3	3 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Automate	10 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Variateur de fréquence pompe de lavage	5 000,00 €

Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Variateur de fréquence pompe de chaux	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Moteur	3 500,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Pompe	3 500,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Hydraulique	4 500,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T3	Hydraulique arrivée eau brute	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Vidange goulotte	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Vidange filtre	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Evacuation eau de lavage	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Vidange goulotte	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Vidange filtre	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Evacuation eau de lavage	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T1+T2	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T3	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Charbon actif en poudre	Dévouteur	4 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Charbon actif en poudre	Doseur de poudre	4 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Javel	Pompe doseuse T1+T2	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Javel	Pompe doseuse T3	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Analyseur en continu du résiduel de chlore sur eau traitée	Canalisation	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Analyseur en continu du résiduel de chlore sur eau traitée	Panneau de support analyseurs (panneau en bois)	1 000 €
Martigné Briand	Réservoir	Equipement hydraulique	5 000 €
Gennes-les-Rosiers	Supression La Harielle	Ballon anti-bélier 200 l	3 000 €
Gennes-les-Rosiers	Supression La Harielle	Pompe 1	3 000 €
Gennes-les-Rosiers	Supression La Harielle	Pompe 2	3 000 €
Compteurs généraux	Les Joreaux	Compteur AEG – Les Rosiers	800 €

ANNEXE 6. NOTE DE CALCUL DU COÛT MARGINALE DE VENTE D’EAU EN GROS

● COÛT DE PRODUCTION

Le coût production sortie Usine de la Chesnaie est de 0,377 € HT/m³ en valeur 2018, soit :

- En valeur de base : 0,377 € HT/m³ / coef actu 2018 (1,139461) = 0,331 € HT/m³,
- **En valeur 2020 : 0,331 x coef actu 2020 (1,154168) = 0,382 € HT/m³,**

● COÛT RÉSIDUEL DE TRANSPORT

Le coût résiduel relatif à la gestion du réseau, à rajouter est défini par :

- Le volume facturé str St Mathurin en 2018 = 159 384 m³,
- Le rendement du SIAEP de Coutures en 2018 = 90,5%.

Entre la Chesnaie, en passant par le réservoir de FREDELIN (pas de surpression), et le compteur de ST Rémy, il y a eu 16 730 m3 de perte en ligne (159 384/90,5%) pour pouvoir desservir au compteur de St Rémy 159 384 m3.

Soit un coût résiduel de 16 730 m3 x 0,382 € HT/m³ = 6 390,86 € HT en valeur 2020.

Ainsi, en le ramenant sur une base de volume de 159 394 m3 facturés, cela fait un coût résiduel à rajouter de 0,04 € HT/m3 en valeur 2020.

Suite négociation avec le SEA, le coût résiduel retenu est de 0,02 € HT/m3 en valeur 2020.

● COÛT MARGINAL DE VENTE EN GROS

Coût marginal	Montant
Production	0,382 € HT/m³
Transport	0,020 € HT/m³

ANNEXE 7. BILAN DU RENOUVELLEMENT RÉALISÉ
SUR LA PÉRIODE 2007-2019

Ouvrage	Montant prévu au PPR initial	Montant prévu au PPR mais non planifié	Montant prévu au PPR et planifié	Montant abandonné par les avenants	Montant réalisé	Reste à réaliser
Champ captant et Chauvigné	74 000 €	12 500 €	61 500 €		58 000 €	16 000 €
Usine de la Chesnaie	482 500 €	68 000 €	414 500 €	209 500 €	191 500 €	81 500 €
Martigné Briand	8 000 €		8 000 €		3 000 €	5 000 €
Gennes-les- Rosiers	62 300 €		62 300 €	37 300 €	16 000 €	9 000 €
Réservoirs	89 000 €		89 000 €		89 000 €	-
Saumur Réservoir	4 500 €		4 500 €		4 500 €	-
Compteurs généraux	15 000 €		15 000 €		13 630 €	1 370 €
Réseaux	28 415 €		28 415 €		27 050 €	1 365 €
Total	763 715 €	80 500 €	654 800 €	246 800 €	402 680 €	114 235 €

ANNEXE 8. LISTE DES OPÉRATIONS DE
RENOUVELLEMENT RESTANT À RÉALISER

Ouvrage	Sous-ouvrage	Opération de renouvellement programmée	Montant du renouvellement programmé
Champ captant et Chauvigné	Puit n°3	Hydraulique	14 000 €
Champ captant et Chauvigné	Puit n°4	Compresseur - Atlas Copco	1 000 €
Champ captant et Chauvigné	Puit n°4	Compresseur - Moteur	1 000 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2	Variateur de fréquence pompe de lavage	5 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2	Variateur de fréquence pompe de chaux	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Automate	10 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Démarrreur P2	3 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T1+T2+t3	Démarrreur P3	3 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Automate	10 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Variateur de fréquence pompe de lavage	5 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Armoire de commande T3	Variateur de fréquence pompe de chaux	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Moteur	3 500,00 €

Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Pompe	3 500,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T1+T2	Pompe de lavage - Hydraulique	4 500,00 €
Usine de la Chesnaie	Filière T3	Hydraulique arrivée eau brute	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Vidange goulotte	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Vidange filtre	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°5	Evacuation eau de lavage	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Vidange goulotte	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Vidange filtre	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Filtre à sable n°6	Evacuation eau de lavage	1 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T1+T2	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T1+T2	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T3	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Chlorure ferrique	Pompe doseuse T3	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Charbon actif en poudre	Dévouteur	4 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Charbon actif en poudre	Doseur de poudre	4 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Javel	Pompe doseuse T1+T2	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Javel	Pompe doseuse T3	2 000,00 €
Usine de la Chesnaie	Analyseur en continu du résiduel de chlore sur eau traitée	Canalisation	1 000,00 €
Martigné Briand	Réservoir	Equipement hydraulique	5 000 €
Gennes-les-Rosiers	Surpression La Harielle	Ballon anti-bélier 200 l	3 000 €
Gennes-les-Rosiers	Surpression La Harielle	Pompe 1	3 000 €
Gennes-les-Rosiers	Surpression La Harielle	Pompe 2	3 000 €
Compteurs généraux	Saint-Satumin	Compteur de sectorisation n°6 (supprimé)	570 €
Compteurs généraux	Les Joreaux	Compteur AEG – Les Rosiers	800 €
Réseaux	Thouarcé Neuve	Maison Stabilisateur (supprimé)	1 365 €

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200611-2020-
043DCPROJE-CC
Date de télétransmission : 16/06/2020
Date de réception préfecture : 16/06/2020

annexe 2 - inventaire technique détaillé / annexe 2.1 inventaire du patrimoine

vu pour être annexé à la délibération n° 2020-043 DC du 11 juin 2020,

Le Président de la CA Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND

ANNEXE 2. INVENTAIRE TECHNIQUE DÉTAILLÉ

[illegible]

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200611-2020-
043DCPROJE-CC
Date de télétransmission : 16/06/2020
Date de réception préfecture : 16/06/2020

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200611-2020-
043DCPROJE-CC
Date de télétransmission : 16/06/2020
Date de réception préfecture : 16/06/2020

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200611-2020-
043DCPROJE-CC
Date de télétransmission : 16/06/2020
Date de réception préfecture : 16/06/2020

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200611-2020-
043DCPROJE-CC
Date de télétransmission : 16/06/2020
Date de réception préfecture : 16/06/2020



2.2 Inventaire des compteurs de sectorisation

EPCI	Contrat	Commune	Localisation	Infos	Modèle	CPT	Numéro Série	DN	Inée fabricant	Date de pose	Type CPT	Télagéré
SEA	Coutures	AMBILLOU CHÂTEAU	Le Moulin des Landes			Mag8000		150	2011	17/03/2011	CS	Oui
SEA	Coutures	BLAISON GOHIER	Frédélin (Départ Les Alleuds)	D128		Mag8000	375205H203	150	2013	12/09/2013	CS	Oui
SEA	Coutures	BLAISON GOHIER	La Mailée			Mag8000	538505H026	80	2016	11/07/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	BLAISON GOHIER	Le Bois Brinçon	D55		Mag8000	374505H203	100	2013	11/09/2013	CS	Oui
SEA	Coutures	BLAISON GOHIER	Le Fresne			Flostar	D06UH082688	80	2006	14/06/2006	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	BRIGNE	Les Moulins	Rue des Sablièr	Mag8000		374805H203	125	2013	02/10/2013	CS	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	Champ de foire		Flostar		I18BH053416	80	2018	05/04/2019	CS	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	La Belle Etoile		Mag8000		052205H204	100	2014	05/12/2014	CS	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	Le Cormier		Flostar		D11UH056485	80	2011	15/03/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	Pasquier		Flostar		D14UG025291	65	2014	01/03/2014	GC	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	Sainte Anne		Flostar		I18BH055294	80	2019	22/02/2019	CS	Oui
SEA	Coutures	BRISSAC QUINCE	ZA des Fontenelles		Flostar		D15UI103114	100	2015	01/04/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	CHARCE - ST ELLIER	La Geloussière		Mag8000		D12UI095231	100	2012	20/07/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	CHARCE - ST ELLIER	Les Pierres Blanches		Flostar		Mag8000	100	2012	12/09/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	CHARCE - ST ELLIER	Malitourne 1		Mag8000		Mag8000	100	2011	06/01/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	CHARCE - ST ELLIER	Malitourne 2		Flostar		D12UI095230	100	2012	04/09/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	CHAVAGNES	Le Sablon 1		Mag8000		Mag8000	100	2011		CS	Oui
SEA	Coutures	CHAVAGNES	Les Gauliers		Flostar		D10UI044469	100	2010	14/04/2011	CS	Oui
SEA	Coutures	CHAVAGNES	Sablon 2	D90	Mag8000		Mag8000	125	2012		CS	Oui
SEA	Coutures	CHAVAGNES	Villevert	Rue du Cottill	Mag8000		051905H204	125	2014		CS	Oui
SEA	Coutures	CHEMELLIER	La Petite Guitière		Mag8000			125	2011		CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	CHENEHUTTE TREVES CUN	Rue Henri Bourriché		Flostar		D15UI074357	100	2015	09/12/2015	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	CHENEHUTTE TREVES CUN	Le Pin (Entrée Bâche)		Flostar		D09UH254568	100	2009	27/03/2012	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	CHENEHUTTE TREVES CUN	Le Pin (Sortie Bâche)		Mag5100		073402H046	100	2017	27/10/2017	CS	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Le Calvaire		Flostar		D15UI074331	100	2015	10/12/2015	CS	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Les Félines		Flostar		C11SD010509	32	2011	30/11/2013	GC	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Réservoir Frédélin		Mag5100		275902H048	150	2018	01/03/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Réservoir Frédélin		Mag5100		275702H048	100	2018	26/02/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Réservoir Frédélin		Mag5100		276002H048	150	2018	27/02/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	COUTURES	Réservoir Frédélin		Mag5100		275802H048	150	2018	27/02/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	FAVERAYE-MACHELLES	Le Clos Beauvais		Mag8000		170105H335	125	2016	13/06/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	FAVERAYE-MACHELLES	Machelet		Mag8000		Mag8000	80	2012	17/02/2012	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	La Bardinière		Mag8000		374605H203	100	2013	03/10/2013	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	Le Ragot	Milly	Mag8000		170305H335	125	2016	26/04/2016	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	Les Pelouses		Flostar		D09UI255226	100	2009	19/11/2009	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	L'Harlelle	Entrée	Flostar		I16BH022017	80	2016	21/03/2016	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	L'Harlelle	Refoul. Surpre	WP4000			100			CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	Pont les Rosiers		Mag8000		065605H214	80	2014	15/05/2015	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	Rue du Mémorial		Mag8000			100	2018	01/11/2018	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	St Eusèbe	Entrée Bâche							CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GENNES	St Eusèbe	Distribution							CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	GREZILLE	Aligny		Mag8000		374705H203	150	2017		CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Les Canches		Mag8000		169705H335	125	2013	02/10/2013	CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Les Illettes	Vers les Rosie	Flostar		I17BH047939	80	2016	24/05/2016	CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Les Illettes	Vers La Ménit	Flostar		I17BH047940	80	2017	16/10/2017	CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Les Vendellières		Flostar		D15UI114403	100	2015	16/10/2017	CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Montplace		Mag8000		169905H335	80	2016	03/06/2016	CS	Oui
BAUGEIOIS VA	Coutures	LA MENITRE	Vilmorin	Aquila			C10JH000939	80	2010	24/10/2012	GC	Oui
SEA	Coutures	LES ALLEUDS	La Dabinière		Mag8000			150	2011	25/10/2011	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	LES ROSIERS SUR LOIRE	Les Champs Girard	VEG St Cléme	Flostar		I17BH017260	80	2017	10/08/2017	VEG	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	LES ROSIERS SUR LOIRE	Route de Longué		Mag8000		542705H037	100	2017	07/07/2017	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	LES ROSIERS SUR LOIRE	Villeneuve		Mag8000		052105H204	100	2014	22/12/2014	CS	Oui
SEA	Coutures	MARTIGNE-BRIAND	Entrée Réservoir	Les Deux Croi	Flostar		D15UH069156	80	2015	19/05/2015	CS	Oui
SEA	Coutures	MARTIGNE-BRIAND	Les Trois Noyers	Rue Saint Mar	Mag8000		375005H203	125	2013	17/12/2013	CS	Oui
SEA	Coutures	MARTIGNE-BRIAND	Rue d'Anjou		Mag8000			125	2013		CS	Oui
SEA	Coutures	MARTIGNE-BRIAND	Sortie Réservoir	Les Deux Croi	Mag5100			100	2016	31/08/2017	CS	Oui
SEA	Coutures	MARTIGNE-BRIAND	Soussigné	Ch de la Fonta	Mag8000			100	2011		CS	Oui
SEA	Coutures	NOTRE DAME D'ALLENCON	La Motte	D127	Flostar		D10UI117790	100	2010	04/05/2011	CS	Oui
SEA	Coutures	NOTRE DAME D'ALLENCON	Le Plessis		Mag8000		375105H203	150	2013	13/09/2013	CS	Oui
SEA	Coutures	NOTRE DAME D'ALLENCON	Les Pichelots	D748	Mag8000			80	2011	17/02/2011	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	NOYANT LA PLAINE	Le Bas Vaux	Rue de la Jou	Mag8000		051805H204	125	2014		CS	Oui
ALM	Coutures	SAINT MATHURIN	Le Pont Foulon		Mag8000		170405H335	125	2016	19/10/2016	CS	Oui
ALM	Coutures	SAINT MATHURIN	Port La Vallée (Rue du)	Devant le n°5	Flostar		D12UK114309	150	2012	12/10/2012	CS	Oui
ALM	Coutures	SAINT MATHURIN	Rue Maugin	VEG La Bohall	Flostar		D15UG071509	60	2015	15/10/2015	VEG	Oui
SEA	Coutures	SAINT SATURNIN / LOIRE	La Naissance		Flostar		D12UI095229	100	2012	03/09/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	SAINT SATURNIN / LOIRE	Le Pressoir du Lys		Mag8000		170505H335	125	2016	29/09/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	SAINT SATURNIN / LOIRE	Les Quartiers		Mag8000		170205H335	125	2016	21/09/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	SAINT SULPICE	Le Chaudron		Flostar		I16BH034968	80	2016	25/08/2017	CS	Oui
SEA	Coutures	SAULGE L'HOPITAL	La Grouas		Flostar		D08UI030135	100	2008	12/11/2008	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	Ferme Ecole	Le Prieuré	Flostar		D08UI055140	100	2008	29/04/2009	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	La Blordière		Flostar		D11UK136381	150	2011	04/11/2011	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	La Flouiserie	Vendor	Flostar		D11UI134766	100	2011	02/11/2011	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	La Roche		Mag8000		487905H293	80	2014	12/12/2014	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	Le Sale Village		Mag8000		170005H335	100	2016	01/06/2016	CS	Oui
SAUMUR VAL	Coutures	ST GEORGES DES 7 VOIES	Les Bas Champs		Flostar		D11UI134767	100	2011	03/11/2011	CS	Oui
SEA	Coutures	ST JEAN DES MAUVRETS	Le Pavé		Flostar		D15FE059801	40	2015	30/06/2015	VEG	Oui
SEA	Coutures	ST JEAN DES MAUVRETS	Les Chuchardières		Flostar		D15UG071508	65	2015	19/10/2015	VEG	Oui
SEA	Coutures	ST JEAN DES MAUVRETS	L'Homois	La Grande Ma	Flostar		D09UG255952	100	2009	31/03/2010	VEG	Oui
SEA	Coutures	ST JEAN DES MAUVRETS	Terres Fortes		Flostar		D09UI160460	100	2009	19/08/2009	CS	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	Chauvigné		Woltex		D05XK003635	150	2005	26/01/2005	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	Chauvigné		Woltex		D07XK059168	150	2007	18/05/2007	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie	Vers Blaison B	Mag5100		166302H442	100	2012	17/12/2013	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie		Woltex		D05XK003634	150	2005	26/01/2005	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie		Woltex		F900E819000	150	2018	14/11/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie		Woltex		H11E4319000	300	2012	17/12/2012	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie		Woltex		D06XI081255	100	2006	14/06/2006	CS	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Chesnaie		Woltex		D05XK003636	150	2005	26/01/2005	CU	Oui
SEA	Coutures	ST REMY LA VARENNE	La Riviera		Mag5100		325102H398	150	2018	14/11/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Bonnezeaux		Flostar		I16BH034969	80	2016	27/05/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Distillerie		Altair		C16IG000559	60	2016	02/01/2019	GC	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	La Sansonnière		Aquila		C18JI000207	100	2018	23/10/2018	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Le Mesnil	D208	Flostar		D10UI044466	100	2010	15/09/2010	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Les Noues		Flostar		D11UG057974	60	2011	13/03/2012	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Les Noues	Vers Notre Da	Mag8000			125	2011		CS	Oui

EPCI	Contrat	Commune	Localisation	Infos	Modèle CPT	Numéro Série	DN	Année fabricati	Date de pose	Type CPT	Télégéré
SEA	Coutures	THOUARCE	Réservoir Fontaine	Sortie Réserv	Mag5100	426302H307	100	2017	05/03/2019	CS	Oui
SEA	Coutures	THOUARCE	Réservoir Fontaine	Entrée Réserv	Flostar	D14UH075576	80	2014	01/01/2014	CS	Oui
SEA	Coutures	VAUCHRETIEN	Bois des Gats	La Châterie	Mag8000	538205H026	80	2016	27/06/2016	CS	Oui
SEA	Coutures	VAUCHRETIEN	Les Fortassis	Rte de St Mel	Mag8000	887605H322	80	2012	11/09/2012	CS	Oui

2.3 Inventaire des stabilisateurs de pression

EPCI	Code	Contrat	Commune	Code Insee	Localisation	Complément	Longitude	Latitude	Num SIG	Num Secteur	Nom Secteur	Marque	Modèle	Numéro Série	Stab Amont	Stab Aval	Diamètre	nnée fabricati	Date de pose	Bi-étagé	P Amont	P Aval 1	P Aval 2
SEA	K1410	Coutures	BRISSAC-QUINCE	49050	Place Général de Gaulle		-0,447383	47,356983	352	3	03 - BRISSAC C	Bayard	48101			Oui	80	2015	21/10/2015		6,5	3,8	
SEA	K1410	Coutures	BRISSAC-QUINCE	49050	Saint Anne		-0,449947	47,362909	348	3	03 - BRISSAC C	Bayard	dn80xgs	fo18123/231		Oui	100	2015	22/10/2015		6,5	4,2	
SEA	K1410	Coutures	BRISSAC-QUINCE	49050	ZA des Grouas	Les Fontenelle	-0,429804	47,343859	354	3	03 - BRISSAC C	Bayard	48125	26-05-2016		Oui	100	2015	21/03/2016			4,5	
SEA	K1410	Coutures	CHEMELLIER	49091	Le Buisson	Alimentation I	-0,336794	47,349334	349	34	34 - ST GEORC	Bayard		81622007		Oui	65	2015	20/10/2015		9	3	
SEA	K1410	Coutures	CHEMELLIER	49091	Rue Henri Bourriché		-0,35602	47,342708	350	5	05 - CHEMELL	Bayard	48126	09/01/2015		Oui	125	2015	09/12/2015				
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	CHENEHUTTE-TREVES-CUN/	49094	Bâche Le Pin		-0,21455	47,325039		10	10 - GENNES S	Bayard	48101	28-11-2018		Oui	60	2018	19/02/2019		6	0,5	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	CHENEHUTTE-TREVES-CUN/	49094	Villeneuve		-0,164199	47,303741	365	6	06 - CHENEHL	Bayard	48101	28-11-2018		Oui	60	2018	19/02/2019		9	2,5	
SEA	K1410	Coutures	COUTURES	49115	Le Calvaire	Le Breil	-0,35422	47,364242	353	7	07 - COUTURE	Bayard	48125	26/05/2015		Oui	100	2015			9	5	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	GENNES	49139	Avenue de l'Au	Au rond point	0,13597	47,2054				Bayard	48125	28-10-2008		Oui	100	2008	01/01/2018				
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	GENNES	49139	Fiefs Vaslins		0,14191	47,20319				Bayard	48123			Oui	60	2018	15/11/2018		3	1,5	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	GENNES	49139	Rue de Clos B	En face Super	0,13582	47,2039				Bayard	48125	08/10/2014		Oui	100	2014	01/02/2015				
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	GENNES	49139	Rue des Gladi	A L INTERSECT	0,1441	47,2065															
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	GENNES	49149	Rue du Mémorial		0,14205	47,2027				Bayard	48125	15-02-2018		Oui	100	2018	15/11/2018		7	3	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	LE THOUREIL	49346	Chemin de Co	Le Bourg	-0,266973	47,370875	370	33	33 - LE SALE V	Bayard	48125	27-05-2015		Oui	100	2015	02/02/2016		9	4,5	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	LE THOUREIL	49346	Rue des Luise	Bessé	-0,255463	47,353571	371	33	33 - LE SALE V	Bayard		13/04/2016		Oui	60	2016	24/05/2016		7	3,5	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	LE THOUREIL	49346	St Maur Villag	Beaulieu / La I	-0,291752	47,384746	377	33	33 - LE SALE V	Bayard	48123	13/04/2016		Oui	60	2016	25/05/2016		5,5	2,5	
SEA	K1410	Coutures	MARTIGNE BRIAND	49191	Rue des deux	Entrée Réserv	-0,426074	47,238858		18	18 - ECARTS D	Bayard	48102	22-06-2010		Oui	80	2010	04/06/2015		4,5	3	
SAUMUR VAL	K1410	Coutures	SAINT GEORGES SUR LAYON	49282	Méat - Gauba	Aval CV77 (M.	-0,380422	47,182437	391	18	18 - ECARTS D	Bayard	48125	01/01/2016		Oui	100	2016	17/01/2016				
SEA	K1410	Coutures	SAINT JEAN DES MAUVRETS	49290	Les Chuchardières		-0,44289	47,395428		23	23 - SAINT SA`	Bayard		F319616/232		Oui	60	2015	19/10/2015		8	3	
SEBA	K1410	Coutures	SAINT JEAN DES MAUVRETS	49290	L'hommeis	La Grande Ma	-0,457749	47,372865	9	23	23 - SAINT SA`	bayard	48123	13/04/16		Oui	60	2016	25/05/2016		7	3,8	
SEA	K1410	Coutures	SAINT SATURNIN SUR LOIRE	49318	Mont Rude	Rue de La Loir	-0,435465	47,3972	351	23	23 - SAINT SA`	Bayard	48101	01/01/2015		Oui	60	2015	17/03/2015				
SEA	K1410	Coutures	SAINT SULPICE	49322	Le Chaudron		-0,421571	47,396147	347	24	24 - SAINT SUI	Bayard		F018123/230		Oui	80	2015	15/10/2015		7,5	3,5	
SEA	K1410	Coutures	SAINT SULPICE	49322	Vempluie		-0,411679	47,3976	346	24	24 - SAINT SUI	Bayard		F319616/233		Oui	65	2015	14/10/2015		8	4	
SEA	K1410	Coutures	THOUARCE	49345	Réservoir Les Fontaines		-0,514644	47,260518	359	27	27 - THOUARC	Bayard	48124	26-05-2015		Oui	80	2015	30/01/2018		7,5	2,4	

ANNEXE 2.3 inventaire des stabilisateurs de pression

Le présent document est annexé à la délibération n° 2020-043 DC du 11 juin 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,


Jean-Michel MARCHAND



INDICATEURS / DONNEES	Par secteur	Commun	semestriel	annuel	format
Volumes d'eau produits		X	X		Excel
Volumes d'eau consommés	X			X	Excel
Quantités de réactifs utilisées	X		X		Excel
Bilan des énergies consommées	X		X		Excel
Relevé des branchements renouvelés	X		X		Excel
Travaux de renouvellement réalisés par le Fermier	X		X		Excel
Evolution des abonnés	X		X		Excel
Nombre de branchements plomb	X		X		Excel
Détail du parc compteurs	X		X		Excel
Liste des consommations "industrielles"	X		X		Excel
Longueurs de réseau classées par matériau	X			X	Excel
Liste des abonnements électriques	X		X		Excel
Qualité de l'eau: détail des analyses d'autocontrôle	X		X		Word
Volumes mensuels par pompage	X		X		Excel
Détail des consommations électriques	X		X		Excel
Bases de données du SIG		X		X	Shapefile
Biens de retour (Inventaire ouvrages / équipements)	X		X		Excel
Biens de reprise		X	X		pdf
Schéma d'architecture de la télégestion		X		X	Excel
Liste des contrôles réglementaires	X			X	Excel
Fichier des abonnés	X		X		Excel
Règlement de service		X		X	Word
Schémas électriques et notices techniques		X		X	pdf
Dates des derniers nettoyages de réservoirs	X			X	Excel
Analyses d'eau effectuées par l'ARS	X			X	pdf
Liste des abonnés mensualisés ou en prélèvement	X			X	Excel
Conventions spéciales disponibles	X			X	pdf

Service public de l'eau potable de : GENNES-ST MAUR - Exploitant : VEOLIA
Personnel affecté au service - Tableau NON NOMINATIF

Poste/fonction	Lieu actuel de travail	Statut du salarié	Groupe classification convention collective (N° III)	Filière : exploitation / technique, maintenance ou support	Sous-filière *	Type de contrat	CDI, durée du contrat de travail	Employeur	Age	Date d'embauche	Temps partiel ? (si oui %)	Salaires bruts de base annuel	Rémunération annuelle 2018 globale versée (indemnités comprises, hors intéressement et participation)	Affectation : clientèle OU services communs ou plusieurs contrats	Ex-SLAP de Contrats (secteur SEA)	Avantages sociaux (véhicule de fonction, etc)	Existence éventuelle d'un statut, d'une clause ou d'un accord collectif pouvant empêcher l'attribution du contrat de travail pour un employé
Manager service local RESEAUX	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	58	08/12/1980				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	31%	Véhicule Service	
Technicien Réseaux	GENNES			5distribution		CDI		VEOLIA-CGE	56	18/11/1988				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	10%		
Technicien Réseaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	52	17/11/1989				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	37%		
Technicien Réseaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	58	23/02/2004				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	18%		
Technicien Réseaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	39	14/05/2007				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	30%		
Technicien Réseaux/Travaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	53					Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	25%	Quotité communal de l'Ex. Régie de Gennez Les Rosiers	
Technicien Réseaux/Travaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	23	01/04/2010				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		
Technicien Réseaux/Travaux	GENNES			4distribution		CDI		VEOLIA-CGE	35	28/10/2015				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	28%		
Technicienne Clientèle	GENNES			Solentille	gestion clientèle	CDI		VEOLIA-CGE	54	03/09/2007				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	30%		
Technicienne Clientèle	GENNES			3distribution	gestion clientèle	CDI		VEOLIA-CGE	51	14/10/1991				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		
Technicien Administratif	GENNES			4administratif	Appro (magasin, commande...)	CDI		VEOLIA-CGE	46	21/06/1994	80%			Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		
Manager service local Production	LE THOUREIL			6production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	53	01/04/2010			1 967 992 €	Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	37%		Détaché communal de l'Ex-Régie de Gennez Les Rosiers
Technicien Usine	LE THOUREIL			5production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	59	16/01/1989				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	11%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	33	31/08/1983				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	7%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	35	14/10/2013				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	1%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	32	12/09/2005				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	3%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	37	30/09/2009				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	6%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			5production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	44	12/05/2014				Affectation sur les 2 contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	32%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	48	18/01/1999				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	10%		
Technicien Usine	LE THOUREIL			4production/Tr	Itement	CDI		VEOLIA-CGE	56	19/03/2009				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	64%		
Directeur de Territoire	Chemillé			7support		CDI		Veolia CGE	57	01/06/1992				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	1%		Elu CHSCT
Ingénieur technique	Chemillé			6support		CDI		Veolia CGE	11/09/1990	23/09/2003				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	22%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support		CDI		Veolia CGE	05/07/1968	02/11/2004				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Qualité Eau	CDI		Veolia CGE	31/01/1967	01/11/1989				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	8%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Préventif	CDI		Veolia CGE	13/03/1973	01/09/1997				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Qualité Eau	CDI		Veolia CGE	18/03/1965	01/04/1998				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	15%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Préventif	CDI		Veolia CGE	04/12/1980	16/10/2005				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	10%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Préventif	CDI		Veolia CGE	26/03/1983	28/08/1989				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	5%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Préventif	CDI		Veolia CGE	14/11/1964	17/02/1986				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	15%		
Ingénieur technique	Chemillé			6support	Préventif	CDI		Veolia CGE	03/11/1988	15/11/2006				contrats VEOLIA Sud (Coutures, Juigné)	20%		